

par conséquent, à condition que le producteur des biens matériels reçoive en retour, sous forme de services rendus à lui-même et non à un tiers, l'équivalent de la part du produit de son travail qu'il cède pour entretenir le secteur des services au sens large et que, de plus, l'accumulation soit subordonnée à ses intérêts. Si ces conditions ne sont pas remplies, qualifier tout travail (donc aussi celui du policier, du procureur, de l'officier ou de l'hôtelier) comme un travail productif, c'est masquer efficacement l'exploitation. Raisonnant ainsi, on pourrait ramener l'intégralité du revenu national, sauf la part réservée à l'accumulation, à l'ensemble des salaires de toutes les catégories de travailleurs, donc à la rémunération d'un « travail productif ». On pourrait, de la même façon, masquer l'exploitation qui existe dans la société capitaliste: à l'exception de la consommation individuelle de biens matériels par la classe capitaliste (ce qui constitue une fraction très faible du produit social et même des revenus de cette classe) l'ensemble du revenu national se résoudrait en salaires et revenus des producteurs de biens matériels, en salaires des autres travailleurs employés directement par les capitalistes ou par l'Etat et à la part destinée au fond d'accumulation. Un tel raisonnement n'aurait rien de commun avec une analyse scientifique objective. Il serait tout simplement une apologie de l'ordre social existant.

Nous adoptons des méthodes de raisonnement permettant d'analyser les contradictions et non de les cacher. C'est pourquoi nous postulons, en suivant Marx, que le revenu national est le travail matérialisé des travailleurs productifs dans le cadre de la production matérielle. A la base de l'accumulation et des services au sens large, se trouve le produit matériel créé dans ce secteur: l'approvisionnement du fond d'accumulation, les dépenses pour la police, l'armée, la culture, la santé, etc..., constituent donc l'exploitation du revenu national. En dehors des services pour lesquels l'ouvrier paye de sa poche, tout le reste est entretenu au moyen du produit non payé du travail des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire au moyen du surproduit. Nous sommes donc conduits à examiner la répartition de ce surproduit pour pouvoir déterminer dans l'intérêt de qui s'effectue son utilisation.

Les groupes fondamentaux qui produisent le revenu national dans notre pays sont les ouvriers et les paysans individuels. Quelle part prennent-ils dans la répartition du produit de leur travail ?

Les paysans individuels apportent le produit de leur travail sur le marché. Mais 75 % de la production de leurs exploitations est écoulee par l'intermédiaire de l'Etat qui achète ces produits à des prix qui sont en moyenne de 40 % inférieurs à ceux du marché. De plus, si on les compare aux prix des produits industriels, ceux des produits agricoles, fixés par l'Etat qui a un monopole sur le marché, sont défavorables aux paysans. Nous laisserons pour l'instant ce problème; nous y reviendrons lors de l'analyse de la situation dans le domaine de l'agriculture.

Les **ouvriers** ont une participation dans la répartition du revenu national déterminée avant tout par leur **salaire** . Qu'est-ce que, dans notre pays, le salaire et de quoi dépend son importance ?

D'après l'évaluation du professeur Kalecki, le revenu réel moyen d'un ouvrier effectuant le même travail qu'avant guerre était en 1960